



Présentation des objectifs

Conférence organisée avec le soutien de :



ARSYF, Association des ressortissants et sympathisants de la ville de Fria

& de



Présentation

L'instabilité du cours des matières premières qui prévaut depuis 2007 a des conséquences néfastes dans les pays riches en ressources, en Afrique comme ailleurs, car elle entraîne des décisions économiques conjoncturelles qui peuvent aboutir à un gaspillage de ressources. Dans le secteur minier, bien que les stratégies de gestion des mines soient axées sur le long terme en raison des niveaux des investissements nécessaires, une baisse des cours peut néanmoins conduire à l'anticipation de la fermeture d'une mine, à la remise en question de nouveaux investissements ou à la suspension des activités d'exploitation. Ces décisions, qui s'inscrivent de toute façon dans le cadre de l'épuisement des ressources, ont généralement pour conséquence l'effondrement de villes minières, phénomène largement négligé jusqu'à maintenant.

A Fria en Guinée, la suspension, non-anticipée, des activités de la mine de bauxite attenante a conduit à une crise humanitaire et alimentaire qui a touché environ 100 000 citoyens. Ce cas est loin d'être le seul. A partir de l'étude des processus de fermeture de six sites miniers en Afrique de l'Ouest, à savoir Morila au Mali (en cours de fermeture), Fria (2012) et Kiniéro (Kouroussa, 2012) en Guinée, Kalsaka au Burkina Faso (2014), Obuasi au Ghana (2016), des chercheurs ainsi que d'autres acteurs impliqués (société civile, syndicats, responsables politiques et représentants des entreprises) se retrouveront lors de cette conférence pour comparer les expériences et analyser les problèmes et défis actuels afin d'améliorer la situation de la population concernée. Etant donné que les plus grands problèmes posés par les fermetures doivent être envisagés dès la construction de nouvelles villes minières, le savoir acquis sera largement diffusé aux entreprises et aux responsables étatiques qui sont en train de monter de nouveaux projets.

La conférence souhaite refléter le travail collaboratif entre chercheurs du Sud et du Nord débuté depuis quelques années, notamment au Mali et en Guinée, autour de ces questions cruciales. Il permettra aussi d'associer les chercheurs impliqués dans le programme sur les ressources naturelles au Sud mis en place depuis 2014 par le GEMDEV, avec des partenaires de recherche au Mali (GERSDA) et en Guinée (CERE) où une première rencontre s'est tenue en avril 2015 avec le soutien du PROJEG qui sera également associé à cette initiative. La conférence sera subdivisée en deux parties : une première partie sera consacrée à l'analyse du cadre politico-économico-juridique des fermetures et aux études de cas des anciennes villes minières; une deuxième partie visera à intégrer des représentants de la société civile et permettra la transformation de ces résultats dans des stratégies d'action à différentes échelles dans et autour des villes minières d'Afrique de l'Ouest et spécialement à Fria.

Problématique

Pour Fria comme pour les autres villes concernées, les problèmes posés par la fermeture des mines sont considérés comme essentiellement « techniques » et pourraient être résolus dès la construction d'une nouvelle ville usine: la ville pourrait par exemple être connectée dès le début au réseau d'électricité national, il serait souhaitable également de mettre en place des assurances ou des fonds spécifiques dédiés à la réhabilitation des sites, créer des partenariats avec des institutions étatiques afin de garantir des services publics après la fermeture, etc.

Or, ce dernier point touche déjà à une question plus sensible : du fait de leur pouvoir sur les infrastructures, les entreprises sont de facto des puissances politiques dominantes dans les régions concernées, mais qui obéissent seulement à une chaîne de commande économique. Ce phénomène a eu pour conséquence une volonté accrue des entreprises de mener des projets sociaux et infrastructurels directs souvent au titre de la RSE. Un tel accent mis sur l'aide directe peut avoir des effets positifs instantanés (comme la construction d'écoles ou la mise en place de forages), mais quand les entreprises ferment, il ne reste ni structure privée ni structure étatique, car cette dernière a justement été progressivement remplacée par le privé.

Approche théorique et méthodologique

Jusqu'à ce jour, la littérature sur la fermeture des mines (qui provient presque exclusivement des agences étatiques des pays riches en ressources, de la Banque mondiale et des entreprises elles-mêmes) a négligé la problématique politique posée par la RSE. Cette littérature est dès lors très normative et se concentre sur les questions purement techniques, maintenant ainsi un discours apolitique. La grande majorité de ces études cherche à développer de meilleures stratégies sociales afin d'atteindre l'objectif de « *proper mine closures* », pour reprendre par exemple les termes de la Banque mondiale. L'expérience de Fria et d'autres sites miniers montrent que cet objectif est difficile à traduire dans les faits. Afin de démontrer le clivage entre ces approches d'en haut et la réalité dans et autour des mines, nous souhaitons mettre en avant le point de vue, les attentes et les pratiques de la population concernée sur place. Dans un autre registre, les théories de la décroissance urbaine (*shrinkingcities*) tentent d'analyser en puisant dans le corpus des sciences sociales critiques les caractères concomitants de la crise minière/industrielle et de la crise urbaine. La question de la transposition de telles approches au Sud fait pleinement sens et mérite d'être discutée : comment l'appréhender dans un contexte historique différent (c'est l'occasion de revenir sur l'extraction, l'industrialisation, le développement et le développement local) ; comment l'articuler à une réflexion sur la RSE, augmentée ici d'un questionnement sur une éventuelle responsabilité territoriale des entreprises qui pourrait participer de la réflexion sur les enjeux de la justice spatiale ; comment envisager la construction de passerelles entre recherches critiques et action ?

Interventions prévues

La conférence durera quatre jours et comprendra une visite de terrain. Elle sera ouverte le mardi 5 septembre avec une conférence de Bonnie Campbell, Pr de politique économique à l'UQAM, directrice du CIRDIS, une des chercheuses les plus expertes du secteur extractif en Afrique.

La journée du 6 septembre sera consacrée à la situation de villes minières concernées par des fermetures de site. Il s'agira d'analyses de la situation dans les villes et villages autour des mines de Fria et de Kiniéro en République de Guinée, Obuasi au Ghana, Kalsaka au Burkina Faso, Morila au Mali, Akjoujt en Mauritanie après (ou pendant) leur fermeture. La journée du 7 septembre sera consacrée aux questions environnementales et juridiques. Parmi les communications présentées, certaines présenteront les résultats des recherches menées par un groupe de jeunes chercheurs d'Afrique de Ouest sur les mines récemment fermées dans la même région. Les présentations pourront ainsi regrouper des analyses de préparation pour la fermeture ainsi que des approches normatives qui sortent des études de cas ou des expériences vécues voir des scénarios de réouverture. Ces communications permettront de réaliser des comparaisons et de débattre des stratégies d'action à différentes échelles, notamment en ce qui concerne les acteurs gouvernementaux, la société civile au Nord comme au Sud (y compris les syndicats) et les entreprises minières.

La dernière journée sera exclusivement consacrée à la Guinée et réunira un certain nombre des parties prenantes sur la question de savoir comment éviter une crise comme celle qui s'est produite à Fria en 2012. Seront analysées par exemple les questions de compétence (concernant les prestations sociales et la maintenance de l'infrastructure), du foncier et du droit de jouissance, les procédures de réhabilitation, ainsi que l'amélioration de la vie économique et politique après la fermeture des mines.